

Unité départementale de l'Aisne  
10 rue de Mayenne  
Cité administrative  
02200 Soissons

Soissons, le 18/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AUTEXIER (ETS)**

93 rue Louis Blanc  
02300 Chauny

Références : Aut\_RappVI\_25\_310  
Code AIOT : 0005100167

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2025 dans l'établissement AUTEXIER (ETS) implanté 93 rue Louis Blanc 02300 Chauny. L'inspection a été annoncée le 22/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée suite à la réception du rapport, relatif aux mesures de concentration en polluants dans les rejets atmosphériques des fours de fusion, réalisées le 5 mars 2025 par la société Socotec, référence du rapport A1482/25/554.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUTEXIER (ETS)
- 93 rue Louis Blanc 02300 Chauny

- Code AIOT : 0005100167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site à autorisation AUTEXIER à CHAUNY est une fonderie de bronze et de cupro-aluminium, qui fabrique des pièces de robinetterie industrielle et marine (vannes, soupapes, filtres...).

L'établissement est notamment soumis à autorisation sous la rubrique 2550 (fonderie de plomb et alliages contenant au moins 3 % de plomb).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Rejets Atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 04/06/2020, article 2     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 3  | Ressources en eau     | Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.4.3 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|-----------------------|---------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Rejets Atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 04/06/2020, article 3 | Sans objet        |
| 4  | Rétention des eaux    | Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 1 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une non-conformité sur la concentration en plomb dans les rejets atmosphériques, pour laquelle une action corrective est engagée. Une incertitude subsiste sur le volume d'eau disponible pour la défense incendie, que l'exploitant s'est engagé à justifier. Les extincteurs sont vérifiés annuellement et le bassin de confinement est conforme aux prescriptions réglementaires.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets Atmosphériques

|                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2020, article 2                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE Rejets Atmosphériques                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les prescriptions des articles 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral n° IC/2009/114 du 8 juillet 2009 |

sont remplacées par les suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O<sub>2</sub> de 19,75 %

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

|                                    | CONDUIT N°1                            |               |
|------------------------------------|----------------------------------------|---------------|
|                                    | Concentration<br>(mg/Nm <sup>3</sup> ) | Flux<br>(g/h) |
| Poussières                         | 30                                     | 330           |
| SO <sub>2</sub>                    | 100                                    | 1100          |
| NO <sub>x</sub> en NO <sub>2</sub> | 170                                    | 1870          |
| Al                                 | 1                                      | 11            |
| Fe                                 | 1                                      | 11            |
| Pb                                 | 1                                      | 11            |
| Cu+Ni                              | 2,5                                    | 27,5          |

#### Constats :

Lors du contrôle des émissions atmosphériques réalisé le 5 mars 2025 par la société Socotec, référence du rapport A1482/25/554, une non-conformité a été relevée concernant la concentration en plomb dans les rejets de l'installation. La valeur mesurée s'élève à 1,71 mg/Nm<sup>3</sup>, alors que la valeur limite d'émission fixée par la prescription est de 1 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant a engagé une action corrective suite à ce constat. Un nouveau filtre destiné au conduit n°1 a été commandé auprès de la société Profiltre sous le bon de commande n°14476, avec une confirmation de commande référencée CLM89990/1. Le remplacement du filtre est prévu au cours de l'arrêt technique annuel en août 2025. Afin de s'assurer de l'efficacité de cette mesure corrective, un nouveau contrôle des émissions est programmé pour septembre 2025

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tous les autres paramètres mesurés lors du contrôle du 5 mars étaient conformes aux valeurs limites fixées par la réglementation en vigueur                                                                                                                                                            |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant adressera à la préfecture ainsi qu'à l'inspection, dès sa réception, le rapport relatif aux mesures de concentration en polluants dans les rejets atmosphériques des fours de fusion réalisées en septembre 2025. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                  |

## N° 2 : Rejets Atmosphériques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2020, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les prescriptions de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° IC/2009/114 du 8 juillet 2009 sont remplacées par les suivantes :<br>Une mesure annuelle des rejets atmosphériques du conduit 1 est réalisée dans les formes prévues à l'article 2 du présent arrêté et ceci sur l'ensemble des paramètres listés.<br>Les résultats d'analyse sont transmis à l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>Une mesure a été réalisée le 5 mars 2025 par la société Socotec, référence du rapport A1482/25/554, le rapport a été transmis à l'inspection.                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

## N° 3 : Ressources en eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.4.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un volume d'eau de 180 m<sup>3</sup> en 2 heures disponible en toute circonstance et fournie indifféremment par : <ul style="list-style-type: none"> <li>Des appareils d'incendie alimentés par le réseau de distribution ,</li> <li>Un ou plusieurs points d'eau naturels ;</li> <li>Une ou plusieurs réserves artificielles d'une capacité unitaire minimum de 120 m<sup>3</sup> ;</li> </ul> </li> <li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement ; Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an.</li> </ul> L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| de cette vérification ;                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant ne dispose pas d'éléments lui permettant de justifier du volume d'eau disponible via le point d'eau incendie situé à proximité de son site. En l'absence de cette information, il n'est pas possible de vérifier la conformité à l'exigence de disposer d'un volume de 180 m<sup>3</sup> disponible en deux heures, en toute circonstance</p> <p>Concernant les extincteurs, ceux-ci font l'objet d'une vérification annuelle par la société SARL JULIEN. Le dernier rapport de contrôle, référencé n°1065001 et daté du 6 juin 2025, atteste de la conformité des équipements à cette date.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à la préfecture ainsi qu'à l'inspection les éléments justificatifs relatifs au volume d'eau disponible via le point d'eau incendie situé à proximité de son site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

#### N° 4 : Rétention des eaux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article 7.4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2009 est modifié comme suit :</p> <p>« Article 7.4.5.1 : Bassin de confinement et bassin d'orage</p> <p>La totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie doit être collectée et recueillie dans une capacité de confinement étanche d'un volume disponible suffisant sans être inférieur à 220 m<sup>3</sup> avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2009, traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les éventuels organes de commande nécessaires à la mise en service de cette capacité de confinement doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que l'établissement dispose d'une capacité de confinement étanche conforme aux exigences réglementaires. Le volume disponible est suffisant, supérieur à 220 m<sup>3</sup>, et permet la collecte de la totalité des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'accident ou d'incendie, avant tout rejet vers le milieu naturel</p> <p>Les dispositifs de vidange sont en place et conformes aux principes fixés par l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2009. Les organes de commande permettant la mise en service du système de confinement sont accessibles et fonctionnels en toute circonstance</p> <p>L'installation est donc conforme à la prescription contrôlée</p>                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

